

## Le Problème de l'Enseignement secondaire.

Il y a toujours un problème, sinon une crise, de l'enseignement secondaire, et la presse entière se remet à l'agiter de plus belle. La presse a raison, car l'opinion publique peut être une collaboratrice efficace de la solution définitive, et c'est d'elle, en tous cas, que dépendra le succès à l'heure de la mise à exécution.

Ce problème est, d'ailleurs, si important qu'il vient d'être l'objet de la plus vaste enquête parlementaire qui ait eu lieu dans notre pays. Il est si difficile et si aigu que le président de cette enquête, M. Ribot, l'appelle " un des problèmes les plus complexes et, par certains côtés, les plus brûlants " que notre génération ait à résoudre. Il est si urgent que le Parlement va s'en saisir dès la prochaine session. Il est si près de recevoir une solution mûrie que le ministre de l'instruction publique en a déjà proposé une, et que le conseil supérieur vient de la faire sienne, en grande partie.

Cette solution ministérielle, nous l'avons sous les yeux. Nous avons eu aussi la bonne fortune d'être renseigné sur le détail des dernières séances et le texte de certains votes du Conseil supérieur de l'instruction publique. Nous pouvons donc marquer avec précision le point exact où en est la solution officielle du problème. Ce faisant, nous rendrons service à l'opinion, qui pourra, elle aussi, pousser son enquête suivant la bonne méthode, en procédant du connu à l'inconnu.

Nous constaterons d'abord que le problème a fait vers sa solution totale un pas décisif, par la réorganisation proposée pour l'enseignement moderne.

Là, en effet, le nœud de la question avait pris ses plis et replis et par la nature même des choses.

Au fond, tout le malaise de l'enseignement secondaire, depuis un siècle, vient du désaccord croissant entre les nécessités modernes, de plus en plus impérieuses, et une culture classique trop souvent prisonnière du passé, dédaigneuse du présent, insouciante de l'avenir.

Au mal, qui allait empirant, avec les progrès même des sciences et de l'industrie, de l'expansion commerciale et coloniale, on opposa, vers 1853, le remède empirique de la bifurcation, qui parut pire que le mal ; puis, vers 1865, le remède un peu honteux de l'enseignement spécial ; enfin, depuis 1891, la panacée ambitieuse de l'enseignement secondaire classique moderne. Et toujours, et de plus en plus, l'agriculture et le commerce, l'industrie et la colonisation manquaient, sinon de bras, du moins de têtes. Elles sont nombreuses, depuis quelques années, et tous les esprits avisés les comptent, les batailles que nous avons perdues dans la lutte internationale pour la vie, parce que nos forces économiques manquaient de cadres.

Mais comment les recruter ? Comment donner à une part de la population de nos lycées une, éducation qui ne fût pas professionnelle et qui pourtant, préparât directement à une profession commerciale ou industrielle ? Comment concilier une culture assez générale avec une orientation très décidément pratique ? Le nœud du problème était-là.

Voici comment le projet ministériel le dénonce :

L'enseignement secondaire moderne ne doit pas se proposer pour fin la culture littéraire et être considéré comme le rival de l'enseignement classique. Il ne doit pas constituer un double emploi : il doit être lui-même.

Voilà, officiellement dénoncée, l'ambition de l'enseignement secondaire moderne. On sait qu'elle a été désastreuse.

Mais si le ministre a voulu donner un avis sévère à bon entendeur, il n'entrait pas dans sa pensée d'humilier l'enseignement moderne. Il ne voulait que le pousser dans sa vraie voie, et il la lui trace aussitôt délibérément, et avec une netteté dont il faut louer la loyauté comme la sagacité. Qu'en on juge :

" L'enseignement secondaire moderne, dit le projet ministériel, doit répondre aux besoins économiques du pays et constituer *non pas une éducation professionnelle, déjà terminée et spécialisée, mais une préparation très haute et très large*